



Des nuages s'accumulent au-dessus de nombreux pays arabes, trop longtemps voués à une économie rentière: qu'elle soit touristique (comme ici en Egypte) ou pétrolière, comme dans les monarchies du Golfe. KEYSTONE

## CRISE INTERNATIONALE ET RELIGION

# LES ISLAMISTES AU DÉFI DE L'ÉCONOMIE

*A l'occasion d'une grande conférence organisée à Beyrouth, des responsables musulmans et chrétiens ont interrogé leur patrimoine religieux pour faire face à la crise. Un échange plutôt rare et porteur d'espoir.*

LAURENCE D'HONT, BEYROUTH

La foi peut-elle aider à relever les défis du monde en crise, que ce soit en Europe ou dans les pays arabes? C'est à cette vaste question que des responsables religieux, politiques et économiques ont tenté de répondre lors de la récente Conférence de Beyrouth consacrée à «la finalité humaine de l'économie». Particularité de ce rendez-vous rare: la rencontre entre dignitaires musulmans et chrétiens. Ceux-ci ont cherché dans le Coran et les Evangiles ce que ces textes fondateurs pouvaient inspirer comme principes afin de guider la réflexion contemporaine, notamment sur le devoir de partage et de justice sociale.

Il n'empêche, à l'heure où la mouvance islamiste a pris le pouvoir en Egypte, en Tunisie et en Libye, nombreux étaient ceux qui s'interrogeaient sur le contenu précis de leur programme économique. Une question à laquelle il n'est guère facile de répondre: «Il n'est pas évident

de savoir ce que les islamistes ont en tête pour gérer les questions économiques. C'est une question que je vais mettre à l'ordre de mon agenda...», avait humblement un économiste arabe.

### Une question de fond

A elle seule, la question du «prêt à intérêt» résume le dilemme des nouveaux pouvoirs islamistes. L'interdiction du prêt à intérêt, une interdiction basée sur le fait que l'argent en lui-même ne peut être productif, est inscrite dans le Coran. C'est indiscutablement une des conséquences du souci égalitaire et de justice sociale qui traverse le texte musulman. Historiquement, il faut rappeler que l'Eglise catholique avait interdit l'intérêt sur la base du même principe: protéger le pauvre de l'usure et de l'appauvrissement. Une interdiction qui a été alléguée dans le cadre de l'expansion commerciale connue en l'Europe dès la fin du Moyen Age, mais qui est toujours valable

dans le cadre d'une économie stagnante.

Dans le monde bancaire islamique contemporain, l'interdiction est, elle, aussi adoucie par un certain nombre de «contournements», notamment un système de rémunération du capital qui intervient si le capital investi dans l'économie réelle aura rapporté et donc enrichi le client ou la banque.

### Solidarité revendiquée

«L'islam met l'accent sur une philosophie de la solidarité entre acteurs économiques», explique Raed Chareffedine, vice-gouverneur de la banque du Liban. Mais à l'heure où le monde est ébranlé par la crise financière mondiale, l'interdiction coranique est réaffirmée avec intransigeance par les islamistes, parce qu'elle est perçue comme un rempart éthique contre les dérives occidentales.

Prenant plus de hauteur, l'économiste libanais et ancien ministre Georges Corm pense lui que

les défis économiques qui attendent les pouvoirs islamistes vont les mettre au-devant d'une réalité à laquelle ils ne sont pas préparés. Il se trouve en effet que l'Egypte et la Tunisie tirent l'essentiel de leurs revenus du tourisme, un secteur qui oblige les pouvoirs islamistes à accepter de desserrer la surveillance morale sur les mœurs qu'ils veulent imposer.

## Les économies arabes sont essentiellement basées sur la rente...

Comment vont-ils en effet gérer la question de l'alcool, (considéré comme un bien qui encourage la «luxure»), celle de la tenue vestimentaire, de la mixité dans les hôtels, sans pénaliser gravement ce secteur vital?

Plus fondamentalement, il semble que les systèmes économiques développés dans les pays arabes sont profondément bloqués et porteurs d'une injustice à

laquelle les islamistes ne peuvent apporter de remèdes. «Les économies arabes sont essentiellement basées sur la rente pétrolière, le bâtiment, le commerce et la rente touristique, «des économies qui n'ont pas été capables d'intégrer la technologie et les sciences pour participer de plain-pied à la modernité industrielle et laisse une bonne partie de la jeu-

nesse sans travail», explique Georges Corm. «Pourtant, l'islam est porteur d'une profonde aspiration à la justice sociale et c'est précisément cette aspiration qui a agi comme déclencheur des révolutions en cours», rajoute l'ancien ministre.

### Le partage pour éthique

S'il apparaît que les islamistes laissent aujourd'hui le modèle néolibéral se poursuivre, la réalité du pouvoir devrait les obliger à répondre au désir de justice des électeurs arabes... ne

fût-ce que pour se maintenir au pouvoir. En Occident, la doctrine sociale de l'Eglise est née au contact des misères de la classe ouvrière du XIX<sup>e</sup> siècle et a donné naissance à de nombreuses encycliques qui ont façonné le modèle social européen, dont l'Allemagne constitue l'exemple le mieux portant.

Il est important à ce sujet de noter qu'Evangile et Coran ont une commune aspiration éthique. Ainsi, l'une des paroles du prophète (hadith), «Le meilleur d'entre vous est celui qui est le plus utile aux autres hommes», n'est-elle pas si éloignée de cette parole du Christ (saint Luc, 12,49): «A qui on a demandé beaucoup, sera demandé beaucoup et à qui on aura confié davantage, sera demandé davantage». A elles seules, ces deux phrases rappellent qu'il revient à l'homme de faire fructifier ses talents en les mettant au service des autres et qu'il ne lui appartient pas de s'enorgueillir de cela, car c'est là un «don» de Dieu. I

## Quand un héritage se transforme en vrai fardeau

## DIALOGUER

Lors de la récente Conférence de Beyrouth, certains témoignages de personnalités engagées dans l'économie ont permis de donner une dimension plus concrète au rapport entre religion et économie. Celui du chef d'entreprise marocain Moulay Youssef Alaoui a ainsi illustré avec clarté ce que la foi peut avoir de stimulant pour faire face aux défis d'un monde en crise.

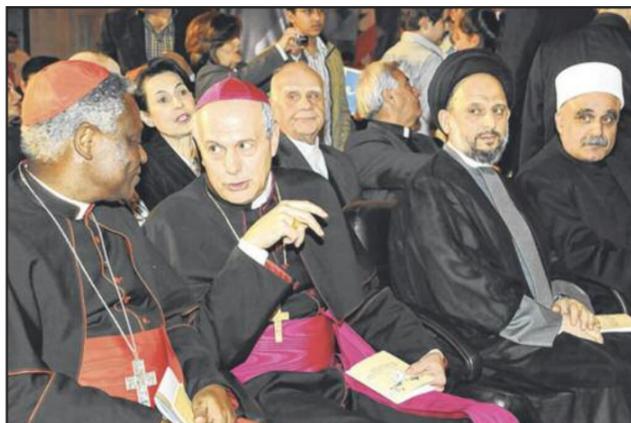
Moulay Youssef Alaoui qui a hérité de deux entreprises familiales n'avait longtemps qu'une idée en tête: trouver un bon moyen de «se débarrasser» de ce qu'il considérait comme un fardeau. Il n'avait en effet aucun désir de porter la charge de ces entreprises. Timide, inquiet, il n'osait même pas prendre la parole en public.

«Il y a deux ans, à l'occasion d'une rencontre entre chefs d'entreprises au Liban, je me suis fait cette réflexion: mon éducation musulmane, fondée sur la responsabilité et la solidarité, pouvait-elle vraiment me permettre de

vendre ces deux sociétés familiales?» La réponse est venue dans l'avion qui l'a ramené au Maroc. «Je me suis dit: l'héritage est un don de Dieu et j'ai la responsabilité de faire fructifier ce don.

Je me suis également dit: je suis un homme qui doit accepter humblement ses limites.»

De retour, l'homme a acquis une stature morale qu'il n'avait jamais en-



La Conférence de Beyrouth est une occasion rare d'échanges entre hauts responsables musulmans et chrétiens. LDH

dossée et il a pris rapidement deux décisions pour les 100 personnes qu'il employait: l'une était de créer une fondation financée à 75% par les bénéficiaires de l'entreprise et à 25% par la cotisation du personnel. L'autre décision a été de relever le niveau des salaires les plus bas de l'entreprise.

Alors que Moulay s'apprêtait à voir les autres salariés protester devant cette augmentation partielle, il a eu la surprise de découvrir qu'aucun n'a émis d'objection et que la solidarité était une valeur partagée qui ne demandait qu'à être appliquée. Revenant sur le hadith (dit du prophète), «le meilleur est celui qui est le plus utile aux autres», Moulay Youssef Alaoui y lit non seulement une invitation à la mise en valeur de son héritage au profit des autres, mais également un appel à «devenir acteur de sa liberté»: une dimension qui est trop peu encouragée dans l'économie des pays musulmans. LDH

La Conférence de Beyrouth, qui a eu lieu du 25 au 27 mars dernier, est le fruit de l'initiative de deux hommes, Pierre Lecoq (président de l'Uniapac, l'Union internationale des employeurs chrétiens) et Raymond Sfeir (président du Rassemblement islamo-chrétien d'entrepreneurs libanais). Cette conférence sur «la finalité humaine de l'économie» avait pour objectif de réunir des responsables économiques et des chefs d'entreprise musulmans et chrétiens, afin qu'ils cherchent ensemble les valeurs religieuses qu'ils partagent dans la pratique de leur métier. Il s'agissait en quelque sorte de demander à des hommes qui ont le plus souvent le nez dans le guidon de leur agenda économique de venir jusqu'à Beyrouth réfléchir à ce que leur foi a de commun, mais aussi de stimulant pour faire face aux défis de leur monde en crise. Cette rencontre, qui a coïncidé aussi avec un changement majeur à la tête de l'Eglise catholique, a réuni plusieurs centaines d'entre eux. Les organisateurs espèrent à présent que ce rendez-vous pourra être programmé de manière annuelle ou tous les deux ans. LDH